

Opinions françaises sur la fraude dans les transports en commun

« Fraudeurs dans les transports en commun », *Urbanisme*, n° 378, 2011, p. 16

Julien Damon

Professeur associé à Sciences Po (Master Urbanisme)

www.julien-damon.com

Les opérateurs et les financeurs des transports collectifs ont, en France, du souci à se faire. La fraude, difficile à qualifier juridiquement et à quantifier précisément, rassemble des étourdis, des rebelles, des joueurs ou des calculateurs. Les chiffres correspondent, comme pour la plupart des données de la délinquance, à une mesure des activités de lutte contre la fraude. Imprécisions et inquiétudes caractérisent donc un dossier important. Mais si les responsables des investissements, de l'exploitation et de la sécurité ont à se faire des cheveux blancs, c'est parce que la tolérance française à l'égard de cette fraude singulière est élevée. Certes, dans leur très grande majorité, les personnes interrogées condamnent le fait de voyager sans payer. Mais, alors que les Français tolèrent de moins en moins la fraude sociale, la proportion de ceux qui tolèrent le fait d'emprunter les transports en commun sans billet ne varie pas. Pire, en se comparant à d'autres pays, les Français comptent parmi les plus débonnaires en ce qui concerne la fraude aux transports publics. C'est ce qui ressort très nettement des batteries d'enquêtes d'opinion : enquêtes « Valeurs » (réalisées tous les dix ans), Eurobaromètres (produits ponctuellement par Eurostat), ou encore World Value Surveys (rassemblant des données dans le monde entier).

Une tolérance stable dans le temps

La célèbre enquête « Valeurs » comporte six questions mesurant les attitudes à l'égard de la fraude, sous diverses formes¹. Il est demandé aux enquêtés de se prononcer sur des comportements à l'aide d'une échelle allant de la note 1 « jamais justifié » à 10 « toujours justifié ». Les comportements « frauduleux » vont de « Demander des indemnités au-delà de ce à quoi on a droit » à « Accepter un pot-de-vin dans l'exercice de ses fonctions », en passant par « S'arranger pour ne pas payer le billet dans le train ou l'autobus ».

On peut faire, en synthèse, un triple constat. Les évolutions sur la période qui va de 1981 à 2008 sont de faible ampleur. Dans l'ensemble, on observe une tendance à une légère hausse de la condamnation de la fraude. Mais en ce qui concerne le jugement sur le fait de voyager sans ticket, on constate une stabilité parfaite des opinions sur l'ensemble de la période. Il y a toujours 12 % de Français à estimer cette fraude justifiée.

Un niveau d'acceptation aux premiers rangs européens et mondiaux

Au plan européen, les Français se distinguent de leurs voisins par un niveau relativement élevé d'acceptation des conduites frauduleuses dans les transports collectifs. Interrogés sur le caractère plus ou moins acceptable de différents comportements², ils sont, encore, dans leur grande majorité à juger inacceptable que « quelqu'un utilise les transports publics sans un ticket valable ». Sur une échelle qui va de 1 à 10 (du plus inacceptable au plus acceptable), la fraude au transport est notée, en moyenne, à 3,2. Mais dans un seul pays (l'Autriche, allez savoir pourquoi) les habitants se déclarent plus tolérants. Il n'en va pourtant pas du tout de

¹. Pour une présentation de ces enquêtes, et une analyse de leurs résultats, voir Pierre Bréchon, Olivier Galland (dir.), *L'individualisation des valeurs*, Paris, Armand Colin, 2010.

². Voir *Citizens' perceptions of fraud and the fight against fraud in the EU27*, Eurobaromètre Flash, n° 236, 2008

même par exemple en ce qui concerne le fait de recevoir des paiements de Sécurité sociale sans y avoir droit (en l'espèce les Français sont parmi les plus critiques).

Cette exception française est confirmée par des enquêtes comparatives plus larges. Dans le cadre des World Values Surveys³, « éviter de payer les transports publics » est également noté de 1 à 10. 3,5 % des répondants en France considèrent qu'une telle option est toujours justifiée. 50 % répondent qu'elle n'est jamais justifiée. Au Royaume-Uni, en Italie, au Japon, au Canada, en Chine, les proportions d'acceptants sont considérablement plus faibles, et celles des critiques beaucoup plus élevés. Seuls, parmi la vingtaine de pays où la question a été posée, les habitants du Brésil, de la Russie, et de la Zambie se montrent davantage indulgents à l'égard du fait de ne pas payer. Ces opinions sont d'importance pour un pays dont la bienveillance à l'égard de cette fraude est souvent illustrée par une célèbre photo du maire de Paris sautant, en 1980, un portillon du métro.



³. www.worldvaluessurvey.org